

*Initiatives ministérielles*

chercher dans les 49 p. 100 du total des impôts recouvrés. Cette façon de s'en prendre toujours aux riches ne va pas marcher. Ça ne prend pas avec moi, car les riches contribuent énormément à l'économie. Ce sont eux qui font tourner l'économie. On ferait bien, de temps en temps, de parler aussi en leur nom. Soudainement, ces gens forment eux aussi un petit groupe sélect dans notre pays.

Cela m'amène à une autre question dont je voudrais parler à propos du projet de loi S-9 et qui a trait aux objections exprimées de façon très éloquente par le député libéral de Gander—Grand Falls au Comité permanent des finances. Je crois comprendre, car j'ai fait des recherches, que le député suit cette question et ce projet de loi depuis longtemps. Je me suis aperçu que, quand il était du côté de l'opposition, il critiquait le gouvernement conservateur parce qu'il allait dans cette direction et qu'il cherchait à conclure ce type d'entente. En fait, il a posé beaucoup de questions à ce sujet au gouvernement de l'époque.

L'histoire du projet de loi S-9 remonte à une époque antérieure, à bien avant que nous ne soyons saisis de ce projet de loi et que nous en préconisions l'adoption. Le député de Gander—Grand Falls s'était alors vu confier la responsabilité unique de critiquer cette initiative, ce qu'il fit. De ce fait et du fait qu'il y était alors opposé, il se sent maintenant obligé de continuer à s'y opposer.

Je soulève ce point dans le seul but de démontrer qu'il existe au moins un libéral qui demeure fidèle à ses convictions libérales. Un libéral qui tient ses promesses. Un libéral qui ne revient pas sur les promesses du livre rouge.

• (1650)

**M. Benoit:** Il n'a pourtant pas voté contre ce projet de loi.

**M. Silye:** Je pense que, lorsque viendra le moment de voter, il faudra qu'il fasse très attention. Peut-être devrait-il avoir un rhume ou autre chose car nous ne voudrions pas qu'il ait des ennuis avec son parti qui semble être très à cheval sur la discipline comme on l'a vu lors de dernière séance?

Le député de Gander—Grand Falls, qui a personnellement fait croisade contre ce projet de loi qu'il a étudié de très près et avec le plus grand soin, a exprimé un certain nombre de réserves. Il le trouve néfaste puisqu'il entraînera une diminution des revenus pour le Canada. Il estime que c'est un régime fiscal conçu pour les riches. Il souligne que le Parti réformiste et le Bloc Québécois appuient ce projet de loi, tout comme nous. Et pourtant, il ne dit jamais ouvertement, agressivement, que maintenant le gouvernement libéral l'appuie aussi.

Peut-être que dans son intervention—je suis certain qu'il voudra prendre la parole au sujet du projet de loi—, il nous dira, ou nous expliquera, à nous de côté-ci de la Chambre, comment on peut être dans l'opposition et s'attaquer à un projet de loi comme l'a fait le député avec la bénédiction, je suppose, du premier ministre d'aujourd'hui, alors chef de son parti, de son entourage et du ministre des Finances, et changer d'avis dès qu'on se retrouve de l'autre côté de la Chambre? Se fait-on manipuler par les bureaucrates? Est-on obligé de leur obéir? Du

temps où les libéraux se trouvaient de ce côté-ci, ils critiquaient ce projet de loi. Ils sont de l'autre côté, et maintenant ils sont d'accord.

Il faudrait maintenant une voix, une seule, dans ce troupeau de 177 députés de l'autre côté pour leur rappeler que lorsqu'ils étaient de ce côté ils n'étaient pas en faveur de cela, ils n'étaient pas en faveur de ce projet de loi. Ils ne voulaient pas d'une réciprocité avec les États-Unis. Ils étaient contre ces choses-là. Ils étaient contre l'ALENA. Ils étaient contre tout cela. Mais maintenant ils sont pour.

Je ne comprends pas. Ce n'est pas que je veuille mettre le député de Gander—Grand Falls au pied du mur; d'une façon, je le complimente, quoique d'une autre façon. . .

**M. Mills (Broadview—Greenwood):** Vous êtes dangereux, mais vous ne trompez personne.

**M. Silye:** Je voudrais aussi faire remarquer qu'il y a des incohérences là. Par contre, je tiens à féliciter le député de sa constance. Une constance qui n'est pas celle de son parti.

J'ai déjà parlé des autres points de ce projet de loi que nous appuyons. J'ai déjà discuté de ça et j'ai estimé qu'il était important que, en tant que représentant de notre parti pour ce projet de loi et en tant que partisan de ce projet de loi, je mette les choses au clair. Il me faut, en quelque sorte, couper l'herbe sous le pied au député de Gander—Grand Falls, car je suis sûr qu'il voudra dire quelques mots.

L'intention de ce projet de loi est d'assurer l'avenir de ce pays. Nous devons négocier avec les autres pays. Nous devons créer des conditions égales pour tous. Il nous faut avoir des niveaux d'imposition qui soient similaires. À une époque où les capitaux et les ressources humaines circulent dans le monde entier, où il suffit de pousser quelques boutons sur un clavier d'ordinateur pour transférer de grosses sommes d'argent qui ne sont en réalité que des entrées dans une base de données, nous devons avoir des ententes de réciprocité véritablement à deux sens, qui nous permettent de rester compétitifs. Ce que fait en tout premier lieu le projet de loi S-9, c'est nous garder compétitifs, et ce sont seulement les gens d'esprit étroit dans cette Chambre qui veulent se protéger, qui prétendent que ce n'est pas juste et que ce n'est pas un bon accord de réciprocité.

Je n'ai rien d'autre à ajouter à cela. Je sais qu'il y a eu beaucoup de confusion, mais j'espère avoir clairement précisé pourquoi notre parti appuie ce projet de loi. J'espère que j'ai répondu aux électeurs du député de Kamloops et que j'ai mis fin à cette constante attaque contre les riches parce que ces contribuables paient vraiment leur juste part. Je ne crois pas que ce projet de loi favorise les gens riches, car ceux qui gagnent entre 50 000 \$ et 100 000 \$ et qui possèdent des biens aux États-Unis ne peuvent pas vraiment être considérés comme des gens riches, à notre époque. Un revenu de 60 000 \$ ou 70 000 \$ ne signifie pas que quelqu'un est riche. Si tel était le cas, avec notre traitement de 64 000 \$, plus les avantages, nous serions tous des gens riches ici. À mon avis, de nombreux députés à la Chambre ne se considéraient pas comme des gens riches.